

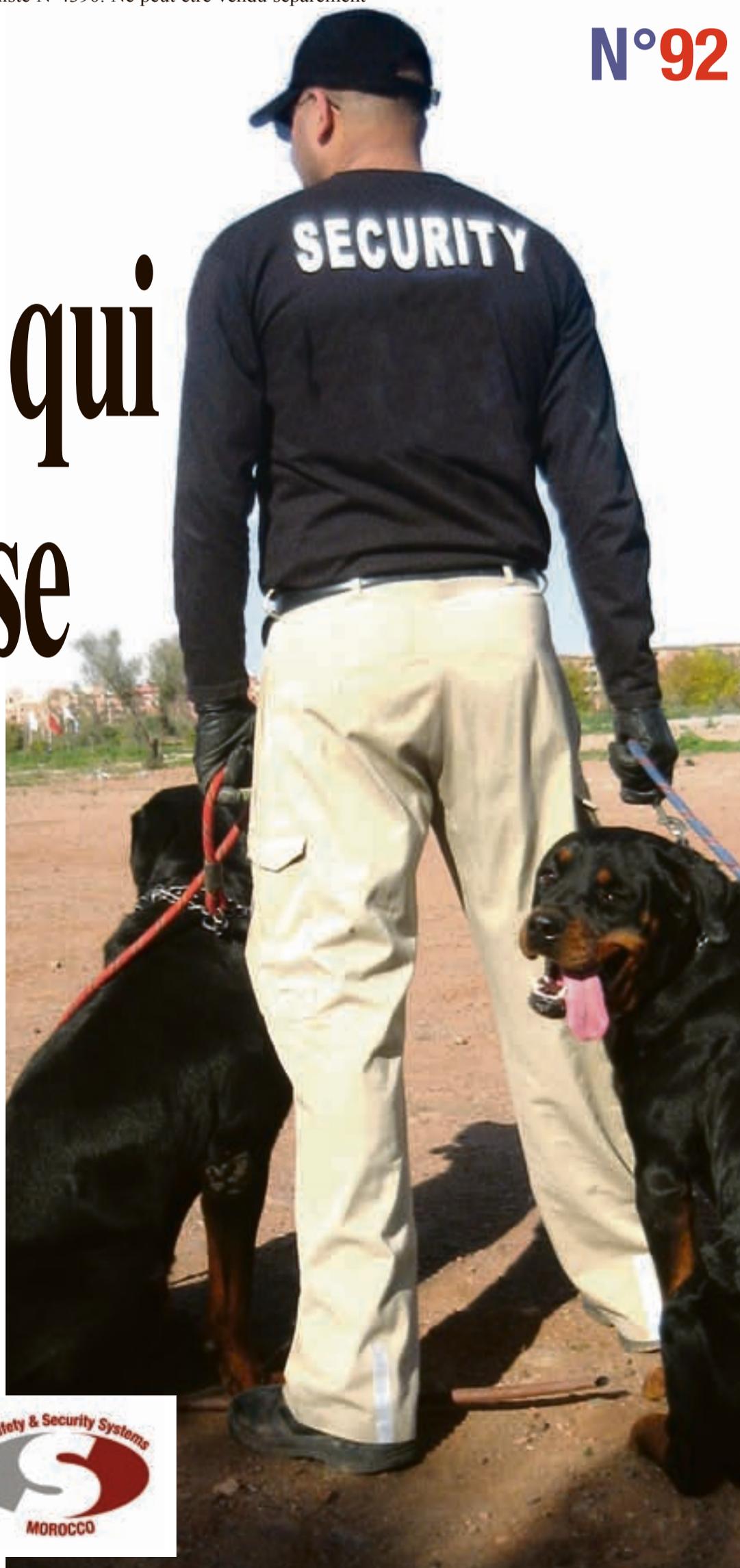
Supplément de L'Economiste N°4390. Ne peut être vendu séparément

N°92

Sécurité: Un business qui ignore la crise

■ La montée de la criminalité, la menace terroriste... une aubaine commerciale

■ Informel, sous-équipement et manque de qualification... les limites du secteur



Dossier sponsorisé par



Sécurité privée: La profession en quête de standards

■ **L'activité en croissance continue**

■ **Atomisation du secteur et déficit de formation adaptée**

■ **Plus de 1.200 entreprises pour près de 70.000 emplois**

«DES agents de sécurité et non des gardiens»... C'est ainsi que les sociétés de sécurité privée préfèrent appeler leur personnel. « Le secteur est en pleine croissance à cause de la montée de l'insécurité au niveau mondial », explique Mehdi Eddari, DG du groupe RMO, spécialiste de la sécurité privée. Le groupe RMO est présent en Tunisie et prépare des projets d'implantation dans d'autres pays d'Afrique.

Au Maroc, la question de l'insécurité est également de plus en plus préoccu-

pante. Les détentions d'armes blanches sans motif valable ont connu une recrudescence dans un contexte de prolifération de vente et de confection d'armes dans l'impunité. Les menaces terroristes deviennent récurrentes. Les banques, les hôtels, les clubs privés, les établissements publics, les représentations diplomatiques, les immeubles d'habitation en copropriété, les cliniques, les cinémas, les salles de sport, les bars, les supermarchés et même les boulangeries... font de plus en plus appel à des agents privés pour veiller à ce que l'ordre et la quiétude règnent chez eux.

Dans ce contexte précis de sentiment d'insécurité, l'activité de la sécurité privée a souffert de son succès avec la montée d'une véritable atomisation du secteur. La corporation ne dispose pas de chiffres précis sur le poids du secteur, le chiffre d'affaires... Mais les opérateurs parlent de plus de 1.200 entreprises avec beaucoup de microstructures de 5 ou 6 salariés au maximum. Le secteur emploie près de 70.000 personnes. «Parfois, il



En dehors des grands groupes structurés, les agents de sécurité manquent généralement de formation. La profession est en train d'identifier les modules adéquats pour la mise en place d'une formation généralisée, notamment dans la lutte contre la malveillance et les premiers secours (Ph. L'Economiste)

torisation d'exercer auprès des autorités publiques. Dans ce sillage, les opérateurs ont dû se structurer pour faire face à ces changements. L'Association interprofessionnelle de la sécurité privée (Aisp), qui regroupe 85% du marché avec les 8 plus importantes entreprises, a été officiellement créée en 2012. «Nous avons travaillé avec le ministère de l'Intérieur pour l'élaboration du dossier d'autorisation afin de permettre aux entreprises de se conformer à la loi 27-06», explique Eddari, vice-président en charge de la communication de l'Aisp. Actuellement, l'association planche sur le problème de la formation avec la dé-

finition de modules, notamment dans la lutte contre la malveillance, les incendies, les premiers secours et surtout la communication.

Malgré les actions entreprises par l'Aisp, le métier d'agent de sécurité demeure précaire avec des niveaux de salaires assez bas. Les agents de sécurité

s'agit d'anciens employés de l'entreprise à qui on a délégué cette activité», précise Mehdi Eddari. Le secteur attire également d'anciens officiers de la police, de l'armée ou de la gendarmerie avec une expérience approximative dans le monde de la sécurité.

En parallèle, la sécurité privée connaît des problèmes de non-déclaration des sa-

Audit sécurité

UNE nouvelle activité vient d'émerger dans le domaine de la sécurité privée. L'audit sécurité est de plus en plus exigé par les grands groupes. Il permet d'identifier les points sensibles et les failles de sécurité avant de réaliser le cahier des charges. L'entreprise a souvent besoin d'un regard externe pour identifier ses problèmes et failles de sécurité. Cela passe d'une porte non surveillée à une faille dans le système d'information. L'audit sécurité permet aussi de réaliser une matrice de risque et d'optimiser le coût de cette prestation. Par ricochet, l'entreprise pourra mieux négocier avec sa compagnie d'assurances pour réduire sa prime. □

lariés, de manque de formation et d'informel. Aujourd'hui, la profession tente de s'organiser à plusieurs niveaux. La première avancée est venue avec l'adoption de loi 27-06 sur la sécurité privée. Elle encadre le secteur et surtout instaure une séparation entre les activités liées à la sécurité et d'autres métiers comme le nettoyage. Depuis, plusieurs entreprises ont dû enclencher une séparation juridique entre des activités qui étaient incompatibles avec la sécurité privée. Le législateur a également voulu assainir ce secteur avec la mise en place d'un système d'au-

sonnés sur la base de 8 heures de travail alors qu'ils sont en poste pendant plus de 12 heures. Ce calcul inclut des moments de non-activité ou de repos. Pourtant, les agents de sécurité demeurent responsables de tout incident durant les 12 heures de leur garde. «Il est important que le législateur fasse la différence entre un concierge et un agent de sécurité», insiste Eddari. □

IL.B.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com



urmet
DOMUS

GLT

FDI

NUGELEC

CASTEL

ELKRON

Depuis 1974 Elkron a été un leader du marché italien et européen dans le design et la production de systèmes de sécurité intégrés.

16 certifications de qualité dans de différents pays

22 brevets internationaux inscrits

1,550 différents produits conçus et développés

ELKRON
Maroc

69, Rue de Rome - 2 Mars
20 502 Casablanca - Maroc
Tél. : 05 22 83 20 00 (L.G)
Fax : 05 22 83 41 41
info@elkronmaroc.com
www.elkron.com

Vidéosurveillance: Pourquoi le business explose

■ Baisse conséquente des prix et fort sentiment d'insécurité

■ Invasion de produits asiatiques

■ Les réseaux informels sévissent

LE marché de la vidéosurveillance ratisse large. Aujourd'hui, les caméras envahissent les espaces publics mais aussi privés. Dans les transports (bus, tram...), les grandes artères (600 caméras seront bientôt placées à Casablanca), les entreprises, commerces, cafés... Mais aussi dans les foyers (résidences, villas et appartements). Tout le monde veut «surveiller ses biens». En cause, le sentiment d'insécurité ambiant, mais aussi et surtout la baisse des prix, amorcée ces dernières années. «Les tarifs du matériel de vidéosurveillance ont chuté de 50 à 60% durant les 5 dernières années», témoigne Saïd Rouissi, distributeur de Elkron, leader mondial des caméras de surveillance. Aujourd'hui, un kit complet de vidéosurveillance (DVR, 4 caméras, câbles, alimentateur...), dont le prix varie normalement entre 5.000 et 6.000 DH, est proposé à 1.500 DH auprès des réseaux informels. Suite à cette chute des prix, beaucoup d'opérateurs se sont rués sur ce filon, jugé porteur. Résultat: un marché désorganisé et très peu structuré. «L'appât du gain a attiré des opérateurs de tous bords, n'ayant aucune connaissance des produits, des composants...», déplore Rouissi. En effet, il suffit d'être une société spécialisée dans l'import/export pour inonder le marché de produits asiatiques, d'origine douteuse et de qualité souvent incertaine. Ces équipements sont écoulés sur les marchés informels, comme Derb Ghallef, à Casablanca, sans aucune garantie ni service après vente.

Au final, c'est la quantité et les prix bas qui sont privilégiés au détriment de la qualité. Du coup, les clients se retrouvent avec des images floues et de très mauvaise qualité.

Les entreprises structurées, elles, tentent tant bien que mal de subsister sur ce marché en misant sur la qualité. «Nos produits sont conçus pour se déployer aussi bien sur des sites résidentiels que tertiaires. Ils offrent des solutions complètes en matière d'alarme intrusion, détection incendie, contrôle d'accès, vidéosurveillance et vidéophonie...», précise le DG d'Elkron, qui compte parmi



Les prix des kits de vidéosurveillance ont chuté pour atteindre 1.500 dirhams, sans aucune garantie de qualité ni service après-vente (Ph. L'Economiste)

ses clients Morocco Mall, Marsa Maroc, OCP...

En quelques années seulement, cette marque italienne a su se positionner en tant que premier fabricant et fournisseur mondial de technologies de sécurité de pointe, des systèmes de qualité et de l'intégration de système.

D'autres marques comme Pelco, Sony, Samsung, Sensormatic... offrent également des produits de meilleure qualité, qui font l'unanimité auprès des architectes, bureaux d'études et autres promoteurs immobiliers. Le BTP est en effet l'un des principaux secteurs qui recourent à la vidéosurveillance. «Malheureusement, les entreprises investissent dans la surveillance des personnes, mais

asiatique et sont relativement basiques.

Ces installations sont constituées de caméras numériques de plus ou moins grande résolution et d'un enregistreur numérique (Network Video Recorder). «Les acteurs de ce marché, estimé à 3,5 milliards de DH, sont en général des PME qui opèrent dans le métier du courant faible», explique le responsable de l'entreprise spécialisée dans la distribution de systèmes de sécurité intégrés.

«Généralement au Maroc, les entreprises investissent dans la surveillance des personnes, mais pas dans leur sécurité corporelle»

pas dans leur sécurité corporelle», regrette le DG d'Elkron. Pour ce dirigeant, la détection d'incendie, par exemple, est plus importante que la vidéosurveillance. «C'est dommage de voir des usines qui coûtent des millions de DH investir dans des caméras, mais pas dans la détection d'incendie par exemple», poursuit-il.

Pour Olivier Susset, DG d'IP Vision, il faut distinguer deux types d'opérateurs dans ce secteur: les installateurs et les intégrateurs. «Nous parlons d'installation lorsqu'il s'agit d'un système de petite et moyenne dimension», précise Susset. Les équipements sont généralement d'origine

Quant au marché de l'intégration, il concerne les grands projets de sécurité intégrée. Dans ce cas de figure, il ne s'agit plus d'installer des caméras et des enregistreurs numériques, mais d'intégrer un ensemble de systèmes autour d'une solution de supervision globale ou IHM (Interface Homme Machine). Le système est généralement développé sur mesure en fonction des besoins du maître d'ouvrage. Les systèmes intégrés peuvent être de la détection incendie, intrusion, protection périmétrique, vidéosurveillance, contrôle d'accès... Les fonctionnalités de l'IHM et l'analyse vidéo automatique



représentent une part importante du dispositif. «Les acteurs de ce marché, estimé à 2,7 milliards de DH, sont des SSII ou des intégrateurs multinationaux. La concurrence est moins rude sur ce segment, car il y a un tri sélectif qui s'opère en amont avec des appels d'offres et des cahiers des charges verrouillés, selon les professionnels.

IP Vision est un intégrateur français installé au Maroc depuis 2005. L'entreprise opère dans le domaine de l'industrie, de l'énergie, de la défense et de la protection portuaire et aéroportuaire. Depuis bientôt 10 ans, IP Vision a intégré de nombreux projets de sécurité au Maroc, mais aussi en Afrique de l'Ouest. Cette région est devenue un axe de développement important, notamment depuis les récents accords économiques conclus par le Maroc avec un certain nombre de pays africains. □

Aziza EL AFFAS

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com



UNE SOLUTION DE SÉCURITÉ PARTICULARISÉE POUR LUTTER CONTRE LES MENACES LIÉES À VOTRE ENVIRONNEMENT

La préservation du bien commun, richesse de l'entreprise, est une priorité permanente pour tout manager soucieux de la rentabilité de ses activités. La lutte à mener contre les menaces de malveillance et les risques de sinistres est de plus en plus difficile, demande de plus en plus d'efforts et nécessite d'y consacrer de plus en plus d'énergie au détriment du cœur de métier.

Les experts de RMO Maroc développent tous les jours des concepts particularisés à chaque activité professionnelle. En milieu à haut risque de malveillance, comme en milieu à haut risque de sinistres, qu'il soit tertiaire ou industriel, RMO Maroc propose une réponse adaptée aux problématiques sécuritaires.

Un réseau d'agences, d'antennes et de correspondants maillant le Royaume est la garantie d'une proximité de tous les instants. Au delà, nos représentations régionales sont des centres de décision à elles seules ce qui leur permet en temps réel et sans attendre, de prendre les mesures adaptées à la situation rencontrée, sans intermédiaire.

Face aux nouvelles menaces, RMO Maroc a développé une palette de services orientée sur la gestion des risques spécifiques à votre activité.

Nous nous tenons à votre disposition quel que soit votre secteur d'activité



B.T.P



ENERGIE

SIEGE SOCIAL : Résidence Le Joyau IV Rue Ibnou Al Mouaâtz Belvédère

Casablanca-Maroc • Tél. : +212 (0) 522 24 85 35 • Fax : +212 (0) 522 24 75 46 • Site web : www.rmo-maroc.com • E-mail : info@email.rmo-maroc.com



Quadricom



INDUSTRIEL



HÔTELIER

Autorisation d'exercer n°21 du 19 novembre 2012



Convoyage de fonds: L'activité en phase de maturité

■ Seuls deux acteurs dominent le marché

■ G4S diversifie son offre «cash management»

■ Brink's fait du Maroc sa plateforme pour l'Afrique

AVEC plus de 6 milliards de DH transportés par jour et un chiffre d'affaires dépassant les 350 millions de DH, le secteur du transport de fonds a atteint son seuil de maturité.

Sur le terrain, deux opérateurs se partagent le marché, quasiment à parts égales: G4S et Brink's Maroc. Si le transport de cash reste leur principale activité, ces acteurs ont considérablement développé leurs offres et solutions ces dernières années dans un contexte où le marché est caractérisé par une importante expansion. Les banques, qui constituaient le gros du business, ne sont plus les seules à faire appel aux services spécialisés. C'est le cas de G4S, par exemple, dont le pôle Cash & Logistics Service a gagné en importance dans l'offre globale de l'enseigne, présente aussi dans la sécurité privée.

Accompagner l'évolution de la demande

L'activité pèse plusieurs dizaines de millions de dirhams dans le chiffre d'affaires annuel de G4S. Sur le segment du transport du cash, la société tourne aujourd'hui avec une flotte de plus de 80 véhicules blindés, pour plus de 240 employés opérant sur l'ensemble du territoire. «C'est le résultat d'un important plan d'investissement étalé sur plusieurs années, dont l'objectif principal est d'accompagner l'évolution et la croissance de la demande», explique un cadre de l'entreprise. L'enseigne a également profondément diversifié ses activités. Au-delà du convoyage de fonds proprement dit, elle a aussi déployé une offre de service pour le cash management. La société gère, aujourd'hui, plusieurs centaines de GAB appartenant à plusieurs groupes bancaires clientes, et affiche un taux de disponibilité de 99%. Concrètement, il s'agit «d'activités d'alimentation de GAB à partir des centres de traitement des fonds de G4S Maroc, qui fournissent le chargement



Avec plus de 6 milliards de dirhams convoyés par jour, le segment du convoyage de fonds est de plus en plus attractif. G4S et Brink's Maroc se partagent un marché de plus de 350 millions de DH. Leurs offres et solutions ont fortement évolué ces dernières années face à l'évolution de la demande (Ph. Archives de L'Economiste)

et le déchargement des cassettes GAB et les enregistrements des mouvements d'argent», tient à préciser un cadre dirigeant. G4S Maroc propose aussi le forecasting et le suivi centralisé de toutes les opérations, à savoir les commandes de fonds, les alimentations et autres opérations de contrôle.

Du côté de Brinks, le Maroc est en bonne place dans la stratégie de déve-

social basé à Casablanca, Brink's Maroc a considérablement développé son offre commerciale en multipliant ses bureaux de représentation sur le territoire national (Marrakech, Agadir, Fès, Nador et Ouarzazate, Rabat et Tanger). Cette organisation est le fruit d'un plan d'investissement d'une valeur de 30 millions de dirhams initié par la société. objectif: le renforcement de ses res-

source en effet de la gestion complète du traitement de la circulation, autant des espèces que des valeurs. Cela permet à ses clients de se concentrer sur leur activité principale. Dans le portefeuille clientèle de Brinks, il n'y a pas que les banques. L'enseigne s'est aussi positionnée auprès des grandes institutions économiques et des pouvoirs publics, pour la sécurité des personnes, des biens et des valeurs.

Au Maroc, le groupe n'opère pas uniquement dans le transport de fonds. Il a aussi développé des activités de surveillance à travers la création d'une filiale spécialisée, «Brink's Maroc Guarding». Une entreprise qui opère principalement dans les créneaux de la sûreté aéroportuaire et portuaire, la surveillance humaine dans les banques, les ambassades et les industries présentant des risques. La multinationale compte faire de sa filiale marocaine une plateforme d'expansion vers d'autres pays du continent. Le développement du secteur financier et l'expansion des banques marocaines vers les marchés subsahariens constituent une aubaine stratégique pour le groupe. L'enseigne assure une présence dans 33 marchés africains. □

Convoyeur : Job description

Garde, conducteur ou messenger (chef de bord), selon sa fonction, le convoyeur de fonds conduit, surveille les lieux, effectue le chargement et le déchargement des sacs contenant les fonds. Il peut aussi être chargé d'alimenter en argent des distributeurs automatiques de billets. Il est alors «dabiste».

Le convoyeur de fonds est armé et porte un uniforme et un gilet pare-balles. Le transport assuré par le convoyeur de fonds se fait via un camion blindé, équipé d'une radio et d'un GPS. Le convoyeur de fonds peut travailler pour le compte d'une entreprise de transport de fonds, ou être employé par une entreprise publique disposant d'un service interne spécialisé (Bank Al Maghrib par exemple).

Le convoyeur de fonds doit être capable de citer l'essentiel du contenu des dispositions législatives et réglementaires. Il doit pouvoir également citer et commenter, en donnant des exemples, les articles du code pénal relatifs à la légitime défense, au flagrant délit et à l'assistance aux personnes en danger. □

veloppement de la multinationale de la sécurité. Présente sur le marché depuis bientôt une quinzaine d'années, l'enseigne a également fortement diversifié son activité et portefeuille sur le marché local. En plus de son siège

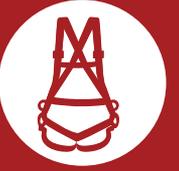
sources humaines, des infrastructures, ainsi que de la flotte de véhicules blindés. Brink's Maroc a aussi beaucoup investi dans les dernières technologies de sécurité, ainsi que les systèmes de comptage et de tri. L'enseigne s'oc-

Safall FALL

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com



3S
Safety & Security Systems
MOROCCO



3S MOROCCO société exportatrice spécialisée dans la sécurité de l'Homme au travail (EPI), a été créée en janvier 1998 pour principal objectif, de s'imposer comme une référence dans le pays et le continent.

Opérant conjointement avec des entreprises internationales leaders dans le domaine de la sécurité, 3S MOROCCO met à la disposition de sa clientèle un large éventail de produits spécifiques et innovants, conformes aux normes mondiales les plus strictes.



5 Rue de la pie - Oasis - Casablanca - Maroc
Tel. : (212) 05 22 99 22 22 - Fax : (212) 05 22 98 24 07
contact@3smorocco.com - www.3smorocco.com

ISO 9001
BUREAU VERITAS
Certification



Sécurité 2.0: Les solutions de demain

■ La soft sécurité, encore à ses balbutiements au Maroc

■ Vidéosurveillance analytique: Ces machines qui décortiquent vos mouvements

SÉCURITÉ, surveillance, gardiennage... ces concepts riment encore avec vigile, agent de sécurité ou, au mieux, système d'alarme. Pourtant, bien qu'assez répandues, ces solutions sont vouées à l'obsolescence. D'autres techniques, plus modernes, plus discrètes et plus pointues, se frayent un chemin dans cette activité à fort potentiel de développement. Il s'agit de la vidéosurveillance analytique et de la biométrie. Cette technologie de nouvelle génération reste l'outil de surveillance le plus répandu au Maroc. Elle est généralement utilisée à des fins de reconnaissance, d'authentification et d'identification, pour contrôler l'accès à des lieux sensibles. L'objectif de la biométrie dans le contrôle d'accès est de gérer les interactions physiques ou virtuelles, afin de verrouiller des locaux de tous types mais aussi sécuriser l'accès à des stations informatiques et aux dossiers et fichiers jugés sensibles. Par ailleurs, la biométrie est de plus en plus utilisée pour l'authentification d'utilisateurs lors des transactions bancaires, que ce soit pour sécuriser les paiements via des terminaux physiques ou encore lors de paiements en ligne.

Les experts parlent de deux familles de systèmes biométriques. La plus répandue implique un contact physique. Il s'agit du scan d'empreintes digitales, de la géométrie de la main ou encore l'analyse combinée d'une empreinte digitale et du réseau veineux du doigt considérée comme le nec plus ultra en la matière. L'autre se base sur une reconnaissance à distance: la photographie de l'iris, le timbre de la voix, la reconnaissance faciale et le scan simultané de l'iris et du réseau veineux de la paume de la main. A ce jour, l'outil biométrique le plus utilisé à travers le monde reste l'analyse de l'empreinte digitale. Ce process est autant utilisé au niveau du contrôle des individus (passeport, carte d'identité et permis de conduire biométrique), qu'au niveau du contrôle d'accès. Bon nombre de fabricants se positionnent sur ce segment, avec en tête d'affiche le numéro un mondial du secteur, le français Morpho du groupe Safran.

Autre système de surveillance très prisé, la vidéosurveillance analytique. Ce procédé, appelé aussi vidéosurveillance



Bien que ressemblant à n'importe quelle caméra, la vidéosurveillance analytique permet d'optimiser l'utilisation en programmant à l'avance les interactions à enregistrer et même ordonner à d'autres caméras de zoomer sur l'action pour une meilleure analyse de la situation (Ph. SSF)

intelligente, est une technologie qui permet, au moyen de logiciels déterminés, d'identifier automatiquement dans des séquences vidéo, des objets, des comportements ou des attitudes spécifiques. Le système transforme la vidéo en données qui seront transmises, permettant au système d'agir en fonction de directives préenregistrées: actionner une caméra

pour détecter des objets en action dans l'image et filtrer les mouvements non pertinents. Ils créent une base de données consignnant les caractéristiques de tous les objets détectés et leurs propriétés de mouvements.

Pour de grandes infrastructures, comme un réseau de transport en commun, un aéroport ou encore un com-

déceler les comportements ou événements suspects. D'autant plus que le personnel de surveillance doit gérer une multitude de tâches, telles que le contrôle d'accès, l'émission des badges/clés/permis, le traitement des appels d'urgence, le suivi des alarmes d'incendie ou encore le contrôle des communications radio.

C'est dans ces conditions précises que les avantages de la vidéo analytique apportent des solutions. Parmi ses avantages, sa fonctionnalité 24 heures/24, sept jours par semaine. Le système peut déclencher une alarme, qui sera traitée par un opérateur humain ou commander le déplacement ou zoom d'une caméra pour une surveillance plus précise de l'événement, permettant ainsi une intervention en temps réel. L'outil réduit la bande passante et

l'espace d'archivage nécessaires en ne transmettant ou n'enregistrant que des données sur des événements pertinents. Autre avantage, la vidéo analytique libère le personnel de sécurité d'une surveillance continue, tout en permettant la recherche rapide dans les séquences vidéo archivées ou encore d'identifier les objets dans une scène et suivre leur activité.

A son origine, la vidéosurveillance a d'abord été utilisée par les services publics (police, transports, administrations, armée...). Elle a ensuite été adoptée par des entreprises soucieuses de protéger des actifs stratégiques, telles que les raffineries, les centrales nucléaires, les barrages fluviaux, les usines agroalimentaires ou encore les complexes pharmaceutiques. Les casinos apparaissent aussi comme des précurseurs dans le déploiement de grands systèmes de vidéosurveillance. Ces process tendent aujourd'hui à se généraliser puisque les caméras de surveillance sont présentes dans différents lieux publics et privés: résidences, commerces, parkings, gares, aéroports, routes, transports publics, banques, hôpitaux... □

Amine ATER

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

La domotique, encore sous-utilisée

LA domotique est l'ensemble des techniques de l'électronique, de physique du bâtiment, d'automatisme, de l'informatique et des télécommunications utilisées à domicile. Cette technologie permet de centraliser le contrôle des différents systèmes d'une maison ou d'une entreprise. En matière de sécurité, il s'agit en premier lieu d'alarmes, mais également de solutions de sécurité techniques pointues. Elle concerne en premier lieu la sécurité incendie. Les détecteurs de fumées ou DAAF seront prochainement obligatoires dans tous les logements en France. Les détecteurs de monoxyde de carbone sont également importants pour les chauffages avec combustion. Au Maroc, compte tenu de leurs coûts jugés encore excessifs, ces techniques restent globalement confinées aux installations industrielles répondant aux normes de sécurité ou dans des complexes hôteliers, voire des résidences stratégiques et autres bâtiments diplomatiques. □

mobile, dans le but d'obtenir des données plus précises de la scène ou, tout simplement, envoyer une alerte au personnel de surveillance pour qu'il puisse prendre une décision sur l'intervention adéquate. Les systèmes de vidéosurveillance intelligente utilisent généralement des algorithmes mathématiques

pour détecter des objets en action dans l'image et filtrer les mouvements non pertinents. Ils créent une base de données consignnant les caractéristiques de tous les objets détectés et leurs propriétés de mouvements. Pour de grandes infrastructures, comme un réseau de transport en commun, un aéroport ou encore un com-